Le réflexe égalité
www.infofemmes.com

FNCIDFF
Fédération nationale des CIDFF

FR-CIDFF
Fédération régionale des centres d'information sur les droits des femmes et des familles
Normandie

CIDFF
Centre d'information sur les droits des femmes et des familles
Eure

Activité 2018

Assemblée Générale

Jeudi 6 juin 2019

CIDFF
Centre d'information sur les droits des femmes et des familles
Eure

Assemblée Générale

Jeudi 6 juin 2019

SOMMAIRE

01 Rapport moral

02 Présentation de la structure et rapport d'activité

03 Rapport financier

04 Election du Conseil d'Administration

05 Questions diverses

06 Clôture de l'Assemblée Générale

07 Annexes : Photos et statistiques sur 2018

01 Rapport moral de la présidente

C’est avec grand plaisir que je déclare ouverte cette assemblée générale 2019 du CIDFF de l’Eure, et vous présente le rapport moral de l’année 2018.
En premier lieu, je tiens à exprimer mes chaleureux remerciements à toute l’équipe du CIDFF pour la qualité du travail qui, encore une fois, a été réalisé et dont vous trouverez le détail dans le rapport d’activité. Encore une année bien chargée pour chacun des membres de l’équipe, et tout particulièrement pour son directeur. Une année ponctuée d’absences principalement pour maladie et des départs qui nous ont conduits à recruter des remplaçant.e.s. Mais une année où chacun a su faire preuve, encore une fois, de solidarité, et montré son attachement aux valeurs de l’association.
Cette année 2018 a été jalonnée de moments phares au-delà de notre activité quotidienne riche et intense. En voici les principaux :
- Courant 2018 le pôle Insertion a connu des changements. Successivement, Nadège Uwitonze et Justine Bizet ont repris l’activité dans le cadre de nos conventions et des mises en perspectives 2019.

- Le 16 mars, dans le cadre du projet ToutеSport initié et porté par notre Fédération Nationale CIDFF impliquant 7 CIDFF, nous avons été reçues par la Ministre des Sports Laura Flessel. Cette journée a permis aux femmes investies pleinement dans ce projet de témoigner sur les nombreux freins rencontrés à la pratique sportive mais surtout sur comment elles les ont surmontés. Moment fort et émouvant pour toutes qui s’est poursuivi autour d’un repas partagé et d’une sortie en bateau mouche. Notre collectif de marche est toujours d’actualité et rencontre de nombreuses adeptes qui nous en assurent la promotion : une fois par semaine, il s’agit de se préoccuper de sa santé, de son bien-être, et d’oser sortir de son espace domestique pour prendre du temps pour soi.

- Ce même jour en soirée, accompagnés d’un usager, nous avons participé à une table ronde radiophonique organisée par « Principe-actif » sur la thématique des femmes et l’égalité des genres.

- Les 29- 30 juin et 1 juillet au Festival Rock d’Evreux, nous avons participé à la tenue d’un stand avec tous les partenaires du réseau départemental de la « Grande cause pour les violences faites aux femmes ». Cette année encore le stand a connu un vif succès (les festivaliers ont pris visiblement des habitudes). 250 jeunes, en moyenne, et moins jeunes ont renseigné le quizz proposé, bénéficié d’un tatouage ou encore d’un massage. Et toujours l’occasion d’échanger avec eux sur le droit des femmes. Lieu « préventif » par excellence dans lequel l’association souhaite poursuivre son investissement.

- Fin septembre, nous avons déposé notre demande d’agrément CIDFF 2019-2021 en application des articles D.217-1 et suivants du CASF à la Direction Régionale aux droits des femmes et à l’égalité entre les femmes et les hommes de Normandie. Le projet d’orientation 2019-2021 est la pièce maîtresse de ce dossier car il formalise précisément les ambitions de l’association et la planification de ses actions tout au long de cette période.

01 Rapport moral de la présidente (suite)

- Le 8 novembre, au cours de son assemblée générale extraordinaire, ont été adoptés à l'unanimité les nouveaux statuts de l'association.

- Le 21 novembre lors du salon des maires, j'ai eu l'honneur, en présence d'Antoine Jamet vice-président du Conseil Régional de Normandie et maire de Val de Reuil, et de Nora Husson responsable du réseau de la Fédération Nationale CIDFF, de signer un document d'engagements avec Stéphane Richard PDG d'Orange. Ce projet de partenariat, pour lequel Orange a accordé sa confiance à notre association afin d'expérimenter ce dispositif AIDVIG, s'inscrit dans notre mission de prévention. Il va nous permettre d'être concret, et ainsi de proposer aux femmes victimes de violences et à toutes personnes fragiles que nous recevons dans nos permanences des objets connectés (portes clés, pendentifs, badges,). Objets qu'elles pourront actionner à tous moment si elles se sentent en danger.

Nous allons ainsi pouvoir répondre sur le département à 150 femmes en leur donnant le moyen d'interpeller une dizaine d'aidants susceptibles d'intervenir dans des situations à risque. C'est ainsi un potentiel de 1 500 personnes qui pourront s'investir dans un lien de solidarité sur notre département... sans compter que l'utilisation de l'application proposée gratuitement par Orange mobilisera sans doute une aide inter générationnelle, les plus jeunes aidants les plus âgées dans l'utilisation de l'application. Non seulement rompre l'isolement mais aussi raviver la Solidarité entre tous. Cette opération pourra sans aucun doute être dupliquée sur d'autres populations (handicapés, personnes âgées, ou toute personne fragile ou isolée...). Il va s'agir pour nous maintenant de mettre en œuvre ce dispositif, dès que les problèmes techniques rencontrés par l'opérateur et ses sous-traitants seront résolus, et d'en mesurer l'impact. Impact pour les bénéficiaires directs, les aidants et pour nos partenaires institutionnels et locaux. Cette évaluation nous permettra de valider cette expérimentation, et de la généraliser sur l'ensemble de notre réseau national.

- Enfin, le mois de novembre fût pour nous l'occasion d'intervenir dans plusieurs manifestations organisées sur le département à l'occasion de la journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes du 25 novembre.

Et maintenant, tournons-nous vers l'avenir.

Dans le respect de nos ambitions associatives, nous portons notre objectif principal à savoir l'inclusion active en réaffirmant la valeur du lien social et en créant de la solidarité entre les populations auprès desquels nous intervenons. Dans ce sens, nous travaillons, en lien soutenu avec nos partenaires, à redéfinir la place de la loi pour chaque situation, à cadrer les situations de violences et à promouvoir la prévention.
Tous nos partenariats ont vocation à se développer au fil des années à venir de sorte que les zones rurales du département soient mieux couvertes, notamment par l'utilisation du numérique (Skype, ou autre logiciel répondants aux normes RGPD etc.) permettant des entretiens de suivi à distance.

01 Rapport moral de la présidente (fin)

Ainsi plusieurs gros chantiers sont en cours, tous élaborés en grandes concertations avec les partenaires locaux, départementaux, régionaux et nationaux à savoir :

- Dans le cadre du Plan pauvreté, nous souhaitons œuvrer de façon significative dans la lutte pour le retour à l'emploi (49% du public CIDFF est en situation précaire) et nous allons centrer nos actions sur les zones les plus sensibles du département.

- Dès sa validation technique, le projet AIDEVIG pourra être mis en œuvre.

- Une réflexion est en cours autour de la parentalité, et notamment la coparentalité dans une approche qui prend en considération l'avant et l'après de la séparation. Il s'agit de positionner l'enfant au cœur de la problématique du couple afin de construire une coparentalité dès le départ. (Respect de la convention internationale des droits de l'enfant)

Pour conclure j'adresse mes très sincères remerciements à l'ensemble de mes collègues du conseil d'administration pour leur appui, leur disponibilité, et leur travail tout au long de cette année écoulée, ainsi qu'à l'équipe de salariés en les assurant de notre investissement et de notre soutien.

A. Présentation de la structure et de son réseau

Le CIDFF de l'Eure exerce une **mission d'intérêt général** confiée par l'Etat.
Il est **membre d'un réseau** de 106 CIDFF en France, coordonné par la Fédération Nationale des CIDFF.

Ses agréments :

Agrément CIDFF délivré par le ministère des familles de l'enfance des droits des femmes pour 3 ans, renouvelable, du 1er janvier 2016 au 31 décembre 2018

Agrément organisme de formation délivré par la DIRECCTE en date du 20/09/2015

Agrément délivré par l'Education Nationale obtenu le 27/05/15

Son **objectif principal** est de favoriser l'autonomie sociale, professionnelle et personnelle des femmes et de promouvoir l'égalité entre les femmes et les hommes.

Ses domaines d’intervention

Sont pluriels:

- Accès aux droits
- Parentalité
- Education et citoyenneté
- Lutte contre les violences
- Emploi et Formation
- Formation en direction des professionnel-le-s.

Une équipe de salarié-e-s assure le fonctionnement

Mme Hélène BURTON, Secrétaire comptable, Animatrice d’accueil du 1 janvier au 12 janvier 2018

Mme Annick LEFEBVRE, comptable du 5 novembre au 11 décembre 2018

M. Romain COCHETEUX, Juriste et Formateur juridique

M. Patrick CROZET, Juriste, Conseiller en insertion socio professionnelle et Formateur juridique

Mme MirellaGASCHET OJEDA, Secrétaire comptable, Animatrice d’accueil

Mme Sandrine JACQ, Conseillère en insertion socio-professionnelle jusqu’au 31 janvier 2018

Mme Khalissa LOUMANI, Juriste et Formatrice juridique

Mme Patricia LUCAS, Directrice, jusqu’au 9 novembre 2018

Mr Hubert MATTIA, Directeur

Mme Yamina VERMEULIN, Conseillère en insertion socioprofessionnelle jusqu’au 27 avril 2018

Mme Nadège UWITONZE, Conseillère en insertion socioprofessionnelle depuis le 25 janvier 2018

Mme Justine BIZET, Conseillère en insertion socioprofessionnelle depuis le 28 juin 2018

Il est piloté par un Conseil d'Administration dont la composition est la suivante :

Mme Marie-Christine Vanhems, **Présidente**

Mme Claudine Couvrat, **Vice-Présidente**

Mme Marie-Christine Ménard Chevalier, **Vice-présidente**

Mme Berthe Duguey, **Trésorière**

Mr Joël Contreras, **Trésorier adjoint**

Mr François Rey, **secrétaire**

M. Odile Bordier, **secrétaire adjointe**

Mme Lydia Thibedore, **membre du bureau**

Mme Magali Descoins-Orsati, **membre du bureau**

Mme Maryline Niaux, **membre du bureau**

Mme Catherine Gibert, **membre du bureau**

Et d'un membre de droit :

Mme Annie Guilberteau,

Directrice générale de la FN-CIDFF

Mme Marie-Christine Ménard Chevalier,

Présidente de la FR-CIDFF

Et d'un membre associé :

Mr Lucas Auzou,

Président de AL2E

Le personnel a bénéficié de **formations continues**

Nouveaux Directeurs

H. MATTIA

Faire face aux cyber violences conjugales

R. COCHETEUX

Animation Ateliers Parents Enfance

N. UWITONZE

Animation Ateliers Parents Adolescence

J. BIZET

Droits de l'enfant, protection des enfants en Danger

K. LOUMANI

Voies d'exécutions

K. LOUMANI

MISSIONS

- Information sur les droits des femmes et des familles
- Lutte contre les violences faites aux femmes et aux hommes
- Promotion de l'égalité entre les femmes et les hommes

ACTIONS

- Accueil, écoute, information, orientation
- Aide à l'insertion sociale et professionnelle
- Prévention en milieu scolaire et professionnel
- Formation

SECTEURS D'ACTIVITÉ ET POSTES

DIRECTION — *1 poste*

ACCUEIL

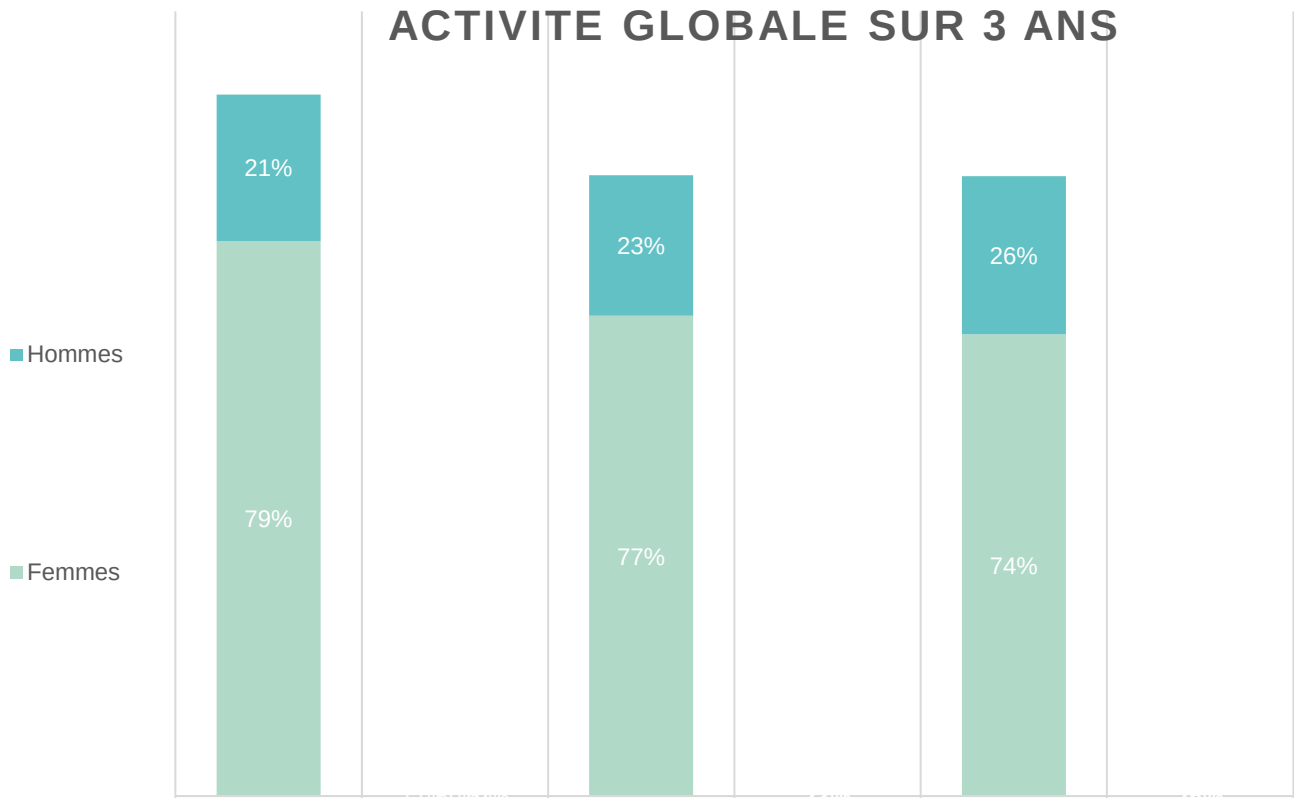
1 secrétaire-comptable

JURIDIQUE

3 juristes

INSERTION

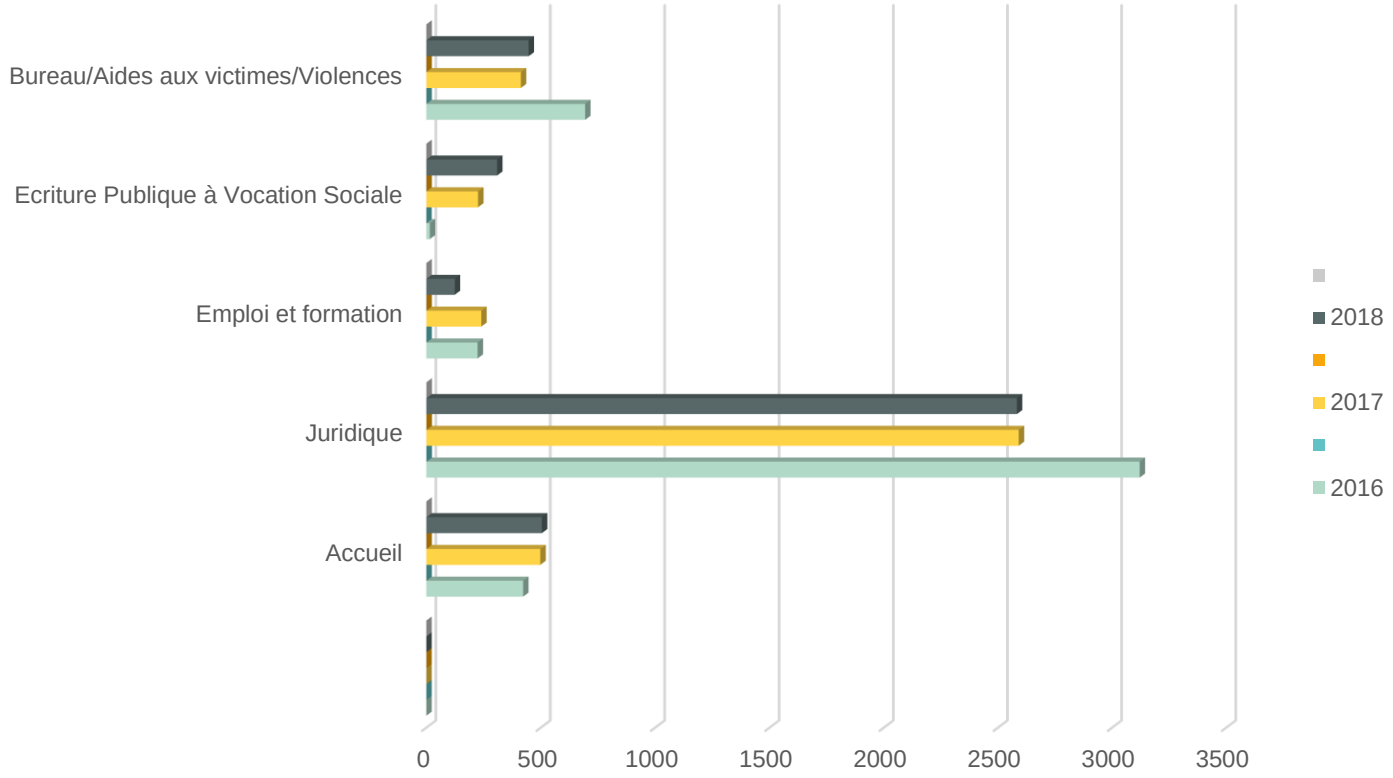
2 conseillères en insertion professionnelle



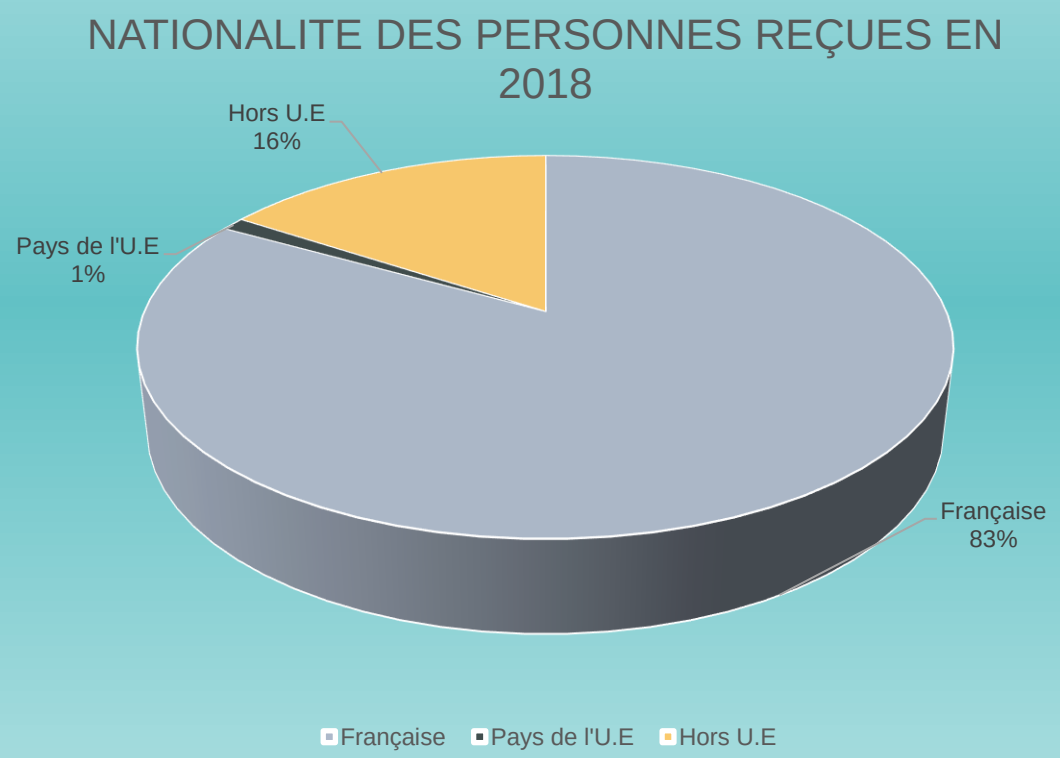
	2016		2017		2018	
Hommes	934	21%	895	23%	1008	26%
Femmes	3537	79%	3061	77%	2943	74%

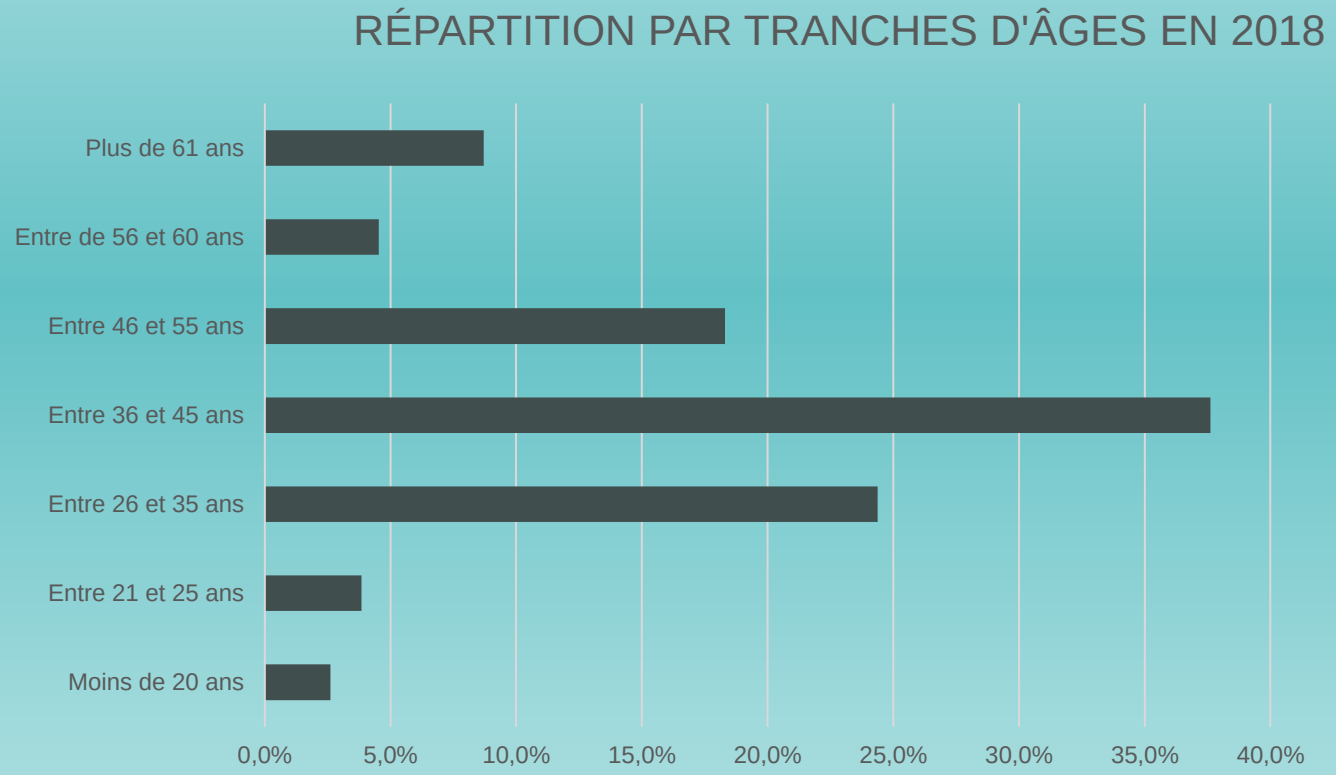
Après une certaine baisse entre 2016 et 2017 du nombre total de personnes aidées, on peut constater une certaine stabilité. Autre fait important, les hommes sont de plus en plus presents parmis nos bénéficiaires.

RÉPARTITION DU PUBLIC PAR ACTIVITÉ

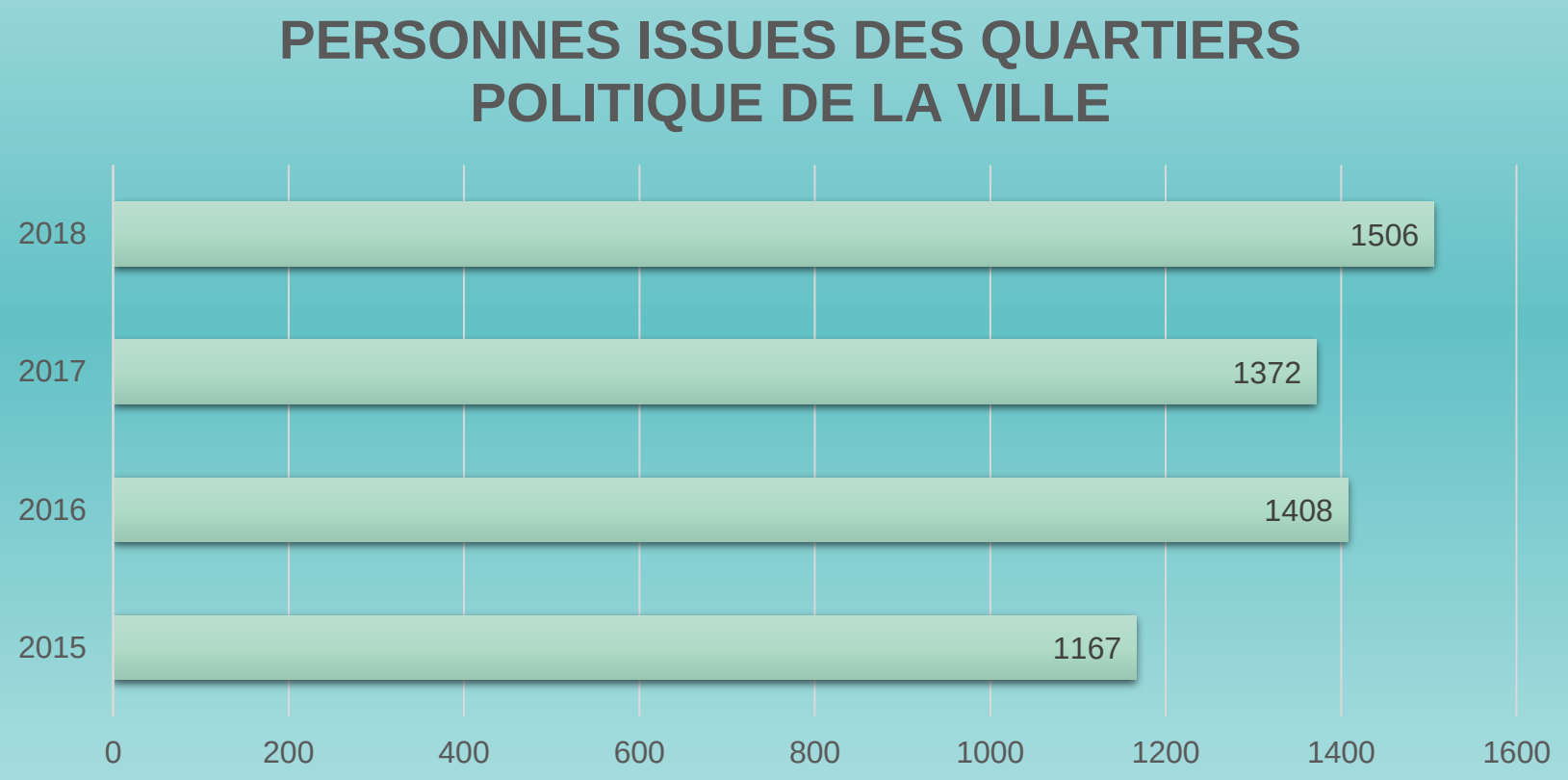


TYPOLOGIE DES BENEFICIAIRES





TYPOLOGIE DES BENEFICIAIRES



LIEUX D'INTERVENTION EN 2017

VERNON

4 lieux d'intervention

EVREUX

5 lieux d'intervention

NBRE DE PERSONNES REÇUES

3968

SECTEUR ACCUEIL

- Accueil, écoute
- Orientation

SECTEUR INSERTION

- Bénéficiaires RSA
- Ecrivain public
- Toutesport

SECTEUR JURIDIQUE

- Individuel
- Collectif
  - *Prévention*
  - *Parentalité*

L’insertion

L’année 2018 a débuté par des changements de professionnelles intervenus sur ce secteur d’activité. Sandrine Jacq et Yamina Vermeulin ont respectivement été remplacées par Nadège Uwitonze et Justine Bizet, en complément de Patrick Crozet.
L’objectif était alors de poursuivre les accompagnements commencés par les conseillères précédentes, tant sur le plan individuel que collectif, de comprendre les problématiques du public reçu pour proposer un accompagnement dans la continuité tout en proposant des actions novatrices pour les personnes suivies depuis plus longtemps.

Chaque bénéficiaire RSA qui nous est orienté par le département est rencontré à minima une fois par mois de manière individuelle. En fonction de leurs situations, il leur est proposé de participer à des ateliers collectifs comme la marche hebdomadaire, les cafés des parents, les sorties parents enfants durant les vacances scolaires, etc.

Dans le cadre des collectifs, nous traitons principalement l’isolement et la création de lien social.
En individuel, nous nous attardons sur la situation de la personne, ses freins à la reprise d’emploi comme la garde d’enfant, l’endettement, le logement, la mobilité, etc. En 2018 nous avons mis en place, en partenariat avec le Conseil Département, une action intitulée « Envole toi », qui avait pour but la reprise de confiance et la facilité d’expression. A cette occasion, nous avons mené avec des prestataires des séances de médiation animale et de coaching. Cette action se poursuit en 2019, sur la volonté du groupe qui souhaitait approfondir son expression devant les autres en utilisant le support du théâtre.

Nous avons accompagné 105 personnes dont 58 qui ont quitté notre accompagnement pour des raisons diverses :

- 7 sont entrés en chantier d’insertion
- 10 ont été réorienté vers les services sociaux (grossesses, problématique expulsion…),
- 7 sont en recherche d’emploi actives ou création d’entreprise
- 4 sont entrés en formation qualifiante (agent de restauration, IFSI, agent de propreté)
- 9 ont été réorienté vers un accompagnement intensif et collectifs vers l’emploi
- 8 ont intégré directement un emploi (cdd + 6 mois ou CDI)
- 13 ont quitté notre accompagnement suite à une sanction (absence de mobilisation), en raison de l’activité salariée de leur conjoint, suite à un déménagement ou accès un autre dispositif (AAH, ARE, etc.).

ECRIVAIN PUBLIC À VOCATION SOCIALE

Nous assurons des permanences d'écriture publique à vocation sociale (EPVS) sur Evreux depuis 2017.

En 2018, celles-ci ont été effectuées au sein des Maisons de Quartier de La Madeleine par Justine BIZET (2 demi-journées par semaine) et de Nétreville par Patrick CROZET (1 demi-journée hebdomadaire).

Dans le cadre de nos rendez-vous, nous proposons un soutien dans les démarches administratives. Ce dernier peut, selon le cas, consister dans la rédaction de courriers, le remplissage de dossier, la lecture et l'explication de documents, la prise de contact auprès d'administrations par téléphone ou courriels, l'orientation vers les structures correspondantes, etc.

Il ne s'agit pas uniquement de rédiger un écrit pour le compte d'une personne. La vocation sociale de notre action réside dans le fait que nous prenons le soin de réaliser les démarches « avec » la personne et non « au lieu » de la personne. Si nécessaire, plusieurs entretiens peuvent être proposés afin de mettre en place un suivi. Les entretiens sont en moyenne de 45 minutes.
L'objectif est de guider la personne afin que celle-ci développe sa capacité à réaliser ses démarches en autonomie.
Les problématiques les plus fréquemment rencontrées sont les difficultés administratives ou au niveau de la maîtrise de la langue française, la méconnaissance des droits, la maîtrise de l'écrit, etc.

Nous avons connu un fort développement de nos permanences qui se traduit par une hausse conséquente du nombre d'entretiens en 2018 : **302 personnes reçues.**

LES RENDEZ-VOUS JURIDIQUES

Les juristes du CIDFF reçoivent les habitants de l'Eure dans différents lieux de permanence, que ce soit sur Evreux, lieu de notre siège social, ou en Maison de Justice et du Droit, Point d'Accès au droit, centre social, Maison des Services, Missions Locales et associations.

Nous avons actuellement **25 lieux de permanences juridiques sur le territoire de l'Eure**. En début d'année 2018, nous avions une permanence à Pacy-sur-Eure mais faute de financement nous avons arrêté cette dernière, qui pourtant était systématiquement remplie.

Pour l'année 2018, nous **avons informé 3968 personnes** (74,2% de Femmes et 25,4% d'Hommes). Sur ces 3968 personnes, nous avons eu **38,1% de personnes habitant les Quartiers Prioritaires de la Ville.**

Nous avons le même nombre de personnes informées qu'en 2017, alors que la permanence de Pacy-sur-Eure s'est arrêtée début mars ; et nous avons reçu sur le territoire de Vernon essentiellement des personnes habitant les Quartiers Prioritaires de la Ville de Vernon du fait de notre convention avec Seine Normandie Agglomération.

Ces rendez-vous gratuits pour la population portent essentiellement sur le droit de la famille (41,9 % pour les Unions, ruptures, famille et enfants), droit des étrangers, violences intrafamiliales et violences au travail (16,5 % de rendez-vous violences).

Pour un rendez-vous hors violences, ces derniers sont d'une durée de 30 minutes. Pour les rendez-vous violences, ces derniers sont d'1 heure minimum.
Nous avons donc principalement des rendez-vous concernant les séparations. Les personnes viennent nous rencontrer pour obtenir des informations sur les démarches à réaliser. Pour des personnes qui souhaiteraient divorcer, nous leurs expliquons les différentes procédures de divorce et les démarches à réaliser en parallèle comme par exemple les demandes de RSA, de logement social, etc.

Nous leurs donnons la liste des documents à fournir à l'avocat pour divorcer. Nous vérifions la compétence territoriale du tribunal et si la personne est éligible à l'aide juridictionnelle. Dans le cas de figure où la personne ne serait pas éligible à l'aide juridictionnelle, nous les invitons à demander une convention d'honoraires, et nous attirons leur attention sur le fait que la première consultation peut être payante (entre 50 et 300 euros).

LES RENDEZ-VOUS JURIDIQUES (Suite et Fin)

Dans le cas d'une séparation hors mariage où la procédure peut se réaliser sans avocat, nous donnons aux personnes les documents Cerfa qui permettront de saisir le Juge aux Affaires Familiales et ainsi avoir une audience pour que ce dernier fixe la résidence des enfants, la pension alimentaire et les droits de visite et d'hébergement. Nous expliquons aux personnes comment remplir le document. Nous les invitons systématiquement à se rapprocher d'une structure de médiation familiale comme l'ADAEA ou le Trait d'Union avant de saisir le juge.

Nous sommes aussi sollicités pour des rendez-vous violences. Le travail en partenariat est indispensable afin d'extraire les personnes de ce cycle des violences. Nous travaillons donc en étroite collaboration avec les associations Accueil Service, l'ADAEA la Pause, l'AVED-ACJE, et bien entendu les intervenantes sociales en gendarmerie et commissariat. Nous pouvons aussi être amenés à orienter les personnes vers l'association ADIL (pour des questions de logement).

A côté des séparations, des violences, nous pouvons être amené à recevoir des personnes pour du droit des étrangers, du droit du travail, des problèmes de succession, etc.

PARENTALITÉ

En 2018 nous avons réalisé **51 interventions collectives** sur le thème de la parentalité.

Nous intervenons dans ce cadre dans plusieurs milieux :
associatifs, scolaire, CCAS, centre sociaux, etc.

Nous réalisons aussi des interventions au sein de nos locaux.

En milieu scolaire, nous intervenons régulièrement auprès des dispositifs de scolarisation des enfants de 2 ans sur les quartiers prioritaires d'Evreux, avec pour objectif l'insertion des parents dans la société et l'accès aux droits.

Les thématiques abordées sont diverses : communication bienveillante, punitions et conséquences éducatives, prise d'autonomie des enfants et des adolescents, la séparation, la coparentalité, la radicalisation et la prévention des risques liés aux écrans.

Les collectifs parentalité rencontrent plutôt une « bonne » notoriété car nous échangeons sur un tracas quotidien et sans limites : les enfants.

En 2018, nos interventions ont touché près de 500 parents.

LES COLLECTIFS

Chaque année, nous sommes sollicités pour des interventions collectives au sein de divers établissements (CFA, MJC, collèges, lycées, Mission Locale, EPIDE, associations…)

Ces interventions (d'une à deux heures par groupe) portent sur divers thématiques comme « La prévention des violences sexuelles et sexistes », « L'égalité fille garçon », « le sexisme », « les métiers ont-ils un sexe » etc.

En cette année 2018, nous avons informé 2627 personnes sur le territoire de l'Eure.
Nous participons aussi à des évènements ponctuels comme le 8 mars (Journée internationale des droits des femmes) ou le 25 novembre (Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes) où nous réalisons des informations collectives dans différents lieux du département.

Nous sommes aussi présents lors d'événements comme Educap'city, Village Citoyen sur la ville des Andelys ou lors de forum santé comme à Evreux, les cantons d'été de Rugles, etc.

Nous intervenons aussi auprès du GRETA pour des interventions de trois heures sur les violences intrafamiliales.

Une action collective comme « La prévention des violences sexuelles et sexistes » connait un réel succès. Certains établissements nous sollicitent chaque année (CFA du bâtiment, collèges de Gravigny, des Andelys, EPIDE, MJC de Conches, Mission Locale de Vernon…). Lors de ces interventions, il n'est pas rare que certaines jeunes filles viennent nous voir à la fin de l'intervention afin de nous poser des questions. A titre d'exemple, une jeune fille de 17ans, victime d'un viol à l'âge de 14ans, n'avait pas de nouvelle de sa plainte ; ou une jeune fille nous confie certaines infractions dont elle est ou a été victime.

REMERCIEMENTS

NOUS REMERCIONS L'ENSEMBLE DE NOS FINANCEURS POUR LEUR PARTICIPATION DANS LA REUSSITE DE NOTRE MISSION

LES PRODUITS

DESIGNATION	EXERCICE CLOS LE 31/12/2018	EXERCICE CLOS LE 31/12/2017
Prestations de service	56 316	52 688
Subventions	217 112	210 721
Produits de gestion courante	288	225
Produits financiers	474	997
Produits exceptionnels	2 000	
Reprise sur provisions	7 912	
Reprise sur fonds dédiés		30 001
Transfert de charges		4 069
TOTAL DES PRODUITS	284 102	298 702

RAPPORT DE GESTION

SITUATION DE L'ASSOCIATION ET ACTIVITES DURANT L'EXERCICE ECOULE

Les produits comparés sur les deux derniers exercices sont résumés dans le tableau ci-dessous :

LES SUBVENTIONS

	2018	2017
Droits des Femmes et Egalité lié à l'agrément	52 273	37 773
Etat Justice – CDAD	6 684	6 595
Direction Départementale Cohésion Sociale politique de la ville - CGET	42 270	57 180
Direction Départementale Cohésion Sociale FIPD		2 000
DIRECCTE		
Pôle Emploi		
Agence Régionale de Santé	5 500	4 550
Conseil Départemental Accompagnement de bénéficiaires RSA	30 750	30 750
Municipalités et EPCI	15 460	20 150
FSE	30 750	30 750
Aides à l'emploi		473
CAF (REAAP)	20 500	20 500
TOTAL	204 187	210 721

La baisse des subventions est notamment due à un reclassement comptable sur l'année 2017 où des prestations de services au titre des permanences étaient enregistrées dans la rubrique subvention municipalité. L'ensemble est stable si l'on ne tient pas compte des reprises de provisions ou de fonds dédiés.

LES CHARGES

DESIGNATION	EXERCICE CLOS LE 31/12/2018	EXERCICE CLOS LE 31/12/2017
Achats et charges externes	80 001	48 790
Impôts et taxes	3 720	3 088
Frais de personnel et charges sociales	281 654	230 078
Dotations aux amortissements et provisions	297	7 912
Engagements à réaliser sur ressources affectées		-
Charges financières		-
Autres charges de gestion courante	184	1 482
Charges exceptionnelles		
TOTAL DES CHARGES D'EXPLOITATION	365 856	291 351

Les charges comparées sur les deux derniers exercices sont résumées dans le tableau ci-dessous :

Augmentation globale de 82 786 euros qui correspond à l'évolution des salaires ainsi que des charges externes explique le résultat négatif de l'année. Cette hausse est due à l'absence de salariées, notamment de la Directrice avec un impact chargé de 51 576 € et une série d'arrêts maladie qui nous ont contraint à utiliser des intérimaires pour 31 210 €.

Le résultat net de l'exercice 2018 se traduit par une perte de 81 753,97 euros contre un bénéfice de 7 912 euros en 2017. Cette perte s'impute sur nos réserves et vient malheureusement diminuer nos projets d'investissements prévus sur le prévisionnel 2017

MODIFICATIONS INTERVENUES DANS LA PRESENTATION DES COMPTES ANNUELS DE NOTRE ASSOCIATION

La présentation des comptes annuels soumis à votre approbation, comme les méthodes d'évaluation retenues, sont identiques à celles de l'exercice précédent.

EVOLUTION PREVISIBLE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

Poursuite de la recherche de projets pour nous assurer des ressources régulières, diverses et nous affranchir le plus possible des aléas de l'octroi de subventions.
Nous avons lancé différents projets autour de l'Inclusion en 2018, avec des partenaires différents, afin de répartir nos subventions entre le domaine Public mais aussi avec le monde de l'Entreprise.
Continuer à accentuer notre maillage de permanences sur l'ensemble du territoire départemental afin d'assurer une réelle égalité d'accès aux droits pour toutes les femmes.

EVENEMENTS IMPORTANTS SURVENUS ENTRE LA DATE DE CLOTURE DE L'EXERCICE ET LA DATE A LAQUELLE A ETE ETABLI CE RAPPORT

Pas d'évènement majeur depuis le début de cette année.
Nous remercions l'ensemble de nos financeurs pour leur soutien régulier et la reconnaissance de notre travail ainsi que les techniciens des territoires.

AFFECTATION DU RESULTAT DE NOTRE ASSOCIATION

Nous vous proposons d'affecter le résultat de l'exercice 2017 en report à nouveau.

La Présidente

BILAN AU 31 DECEMBRE 2018

ACTIF	BRUT	AMORT.& PROV°	2018	2017	PASSIF	2018	2017
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**23 150,57**	**21 576,45**	**1 574,12**	**-**	**FONDS PROPRES**	**67 024,86**	**141 428,17**
AGENCEMENTS / AMENAGEMENTS	8 116,03	8 116,03	-	-	RESERVES STATUTAIRES	18 197,45	18 197,45
MATÉRIEL DE BUREAU & INFORMATIQUE	11 897,97	10 323,85	1 574,12	-	REPORT A NOUVEAU	130 581,38	110 416,90
MOBILIER, MATÉRIEL	3 136,57	3 136,57	-	-	RÉSULTAT DE L'EXERCICE	- 81 753,97	12 813,82
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES FI	**1 835,77**	**-**	**1 568,38**	**615,77**	**FONDS DEDIES**	**-**	**30 001,17**
LICENCE	1 220,00	- 267,39	952,61	15,00			
TITRE IMMOBILISE DROIT DE PROPRIETE	15,00		15,00	15,00			
DEPOTS ET CAUTIONNEMENT	600,77		600,77	600,77	FONDS DEDIES SUR RESSOURCES AFFECTEES		30 001,17
CRÉANCES	**62 121,59**	**-**	**62 121,59**	**30 057,90**	**PROVISIONS**	**-**	**0**
CLIENTS	45 424,71		45 424,71	17 296,01	AUTRES PROVISIONS POUR CHARGES		
AUTRES CREANCES	16 696,88		16 696,88	12 761,89			
DISPONIBILITÉS	**45 193,59**	**-**	**45 193,59**	**176 530,45**	**DETTES D'EXPLOITATION**	**44 432,82**	**53 316,73**
BANQUE	8 317,48		8 317,48	31 128,43	FOURNISSEURS	8 368,98	7 292,19
LIVRETS	36 787,48		36 787,48	76 364,73	DETTES FISCALES ET SOCIALES	36 063,84	46 024,54
CAISSE	88,63		88,63	69 037,29			
CHARGES CONSTATÉES D' AVANCE	1 000,00		1 000,00	143,64	**PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE**		**13 680,00**
TOTAL	**133 301,52**	**21 576,45**	**111 457,68**	**207 347,76**	**TOTAL**	**111 457,68**	**238 426,07**

COMPTE DE RESULTAT 2018							
	CHARGES	**2018**	**2017**		**PRODUITS**	**2018**	**2016**
60	**ACHATS**	**3 254**	**3 315**	**70**	**PRODUITS D'EXPLOITATION**	**- 56 316**	**54 376**
604000	ACHATS ETUDES ET PREST,			706000	PRESTATIONS DE SERVICES	- 37 797	52 156
606100	ELECTRICITE GAZ EAU	529	539	706100	PRESTATIONS DE FORMATION	- 18 520	2 220
606400	FOURNITURES ADMIN.	1969	1363	**74**	**SUBVENTIONS**	**- 217 112**	**238 267**
606800	AUTRES MATIERES ET FOUR,	756	1413	741000	ETAT DROIT DES FEMMES	- 52 273	53 773
61	**SERVICES EXTERIEURS**	**16 258**	**20 171**	741200	ETAT AGENCE REG, SANTE	- 5 500	4 500
611000	SOUS TRAITANCE		1400	741300	ETAT COHESION SOCIALE	- 42 270	50 200
613200	LOCATIONS IMMOBILIERES	6 261	6 261	741400	ETAT AUTRES	-	14 800
613500	LOCATIONS MOBILIERES	2 327	2 456	741410	ETAT JUSTICE	- 6 684	5 265
614000	CHARGES LOCATIVES	3 973	4 280	741500	MINISTERE DU TRAVAIL		-
615000	ENTRETIEN REPARATIONS	1766	2 470	743000	CONSEIL DEPARTEMENTAL	- 30 750	30 750
616000	ASSURANCES	1915	1701	744000	MUNICIPALITES ET EPCI	- 15 460	29 531
618000	DOCUMENTATION	16	1602	745000	AIDES A L'EMPLOI	-	23
62	**AUTRES SERVICES EXTERIEURS**	**60 489**	**25 305**			**- 33 425**	
621100	Personnel interimaire	32 070	1097				
622000	HONORAIRES	12 331	7 282	746000	CAF		18 675
623000	PUBLICITE/PUBLICATIONS	75	365				
625100	FRAIS DE TRANSPORTS	13 465	1313	747000	FSE	- 30 750	30 750
625600	MISSIONS	-	10 684	**75**	**PRODUITS GESTION COURANTE**	**- 288**	**5 322**
625700	RECEPTIONS	-	1113	755200	COTISATIONS	- 288	225
626000	FRAIS POSTAUX ET TELECOM	2 502	3 415	758000	PRODUITS DIVERS GESTION		5 097
627000	SERVICES BANCAIRES	45	36	**78**	**REPRISES S/PROVISIONS**	**- 7 912**	**1 370**
63	**IMPÔTS ET TAXES**	**3 720**	**3 088**	781000	REPRISES S/PROVISIONS		1370
633300	FORMATION PROFESSIONNELLE	3 720	3 088	**79**	**TRANSFERTS DE CHARGES**		**6 761**
64	**CHARGES DE PERSONNEL**	**281 654**	**230 078**	791000	REMBOURSEMENTS DIVERS		6 761
641000	SALAIRES BRUTS	207 598	175 335				
641100	REMUNERATION SERVICE CIVIQUE	1757					
641200	CONGES PAYES	- 3 836	- 715				
641400	IND, LICENCIEMENT	365					
642100	CHARGES SUR CONGES PAYES	- 1 151	- 214				
645100	URSSAF	49 006	35 255				
645300	RETRAITE	13 030	9 953				
645400	ASSEDIC	8 814	7 126				
645800	PREVOYANCE	2 844	1 193				
647500	MEDECINE DU TRAVAIL	1048	842				
648000	FORMATIONS	2 180	1313				
65	**AUTRES CHARGES GESTION COURANTES**	**184**	**1 482**				
6510	DROITS D'AUTEURS						
6540	PERTES SUR CREANCES IRRECOUVRABLES						
658000	CHARGES DIVERSES	184	1482				
68	**DOTATIONS AMORT./PROV°.**	**297**	**7 912**				
681740	DOT. AUX PROVISIONS/DEPRECIATIONS	297	7 912				
66	**CHARGES FINANCIERES**			**76**	**PRODUITS FINANCIERS**	**- 474**	**723**
				765000	ESCOMPTES OBTENUS	-	22
				768000	INTERETS	-	701
67	**CHARGES EXCEPTIONNELLES**			**77**	**PRODUITS EXCEPTIONNELS**	**- 2 000**	**21 200**
				771000	PRODUITS EXCEPTIONNELS	- 2 000	-
689000	FONDS DEDIES SUR ACTIONS			789000	REPRISE FONDS DEDIES SUR ACTIONS	-	21 200
	RESULTAT DE L'EXERCICE (excédent)		**7 351**		**RESULTAT DE L'EXERCICE (déficit)**	**- 81 754**	
	TOTAL CHARGES	**365 856**	**298 702**		**TOTAL PRODUITS**	**- 365 856**	**328 018**

ANNEXE COMPTABLE

Faits majeurs de l'exercice

Evénements principaux de l'exercice

Depuis sa création, le CIDFF s'est considérablement développé depuis sa création, nous avons reçu en 2018 3968 personnes, dont :

- 74.2% de femmes.
- 61.9% de ces femmes ont entre 26 et 45 ans.
- 99.9 % sont françaises et 0.1% hors de l'UE.
- 38.1% de notre publique vient des QPV

Les demandes sont passées à 15 728 car les questionnements sont multiples :

- 31.3% d'ordre juridique
- 10.3% d'informations pratiques ou techniques ;
- 41.9% concernent l'union, la rupture ou les enfants
- 16.5% des violences intra familiales.

Le secteur emploi repose sur 2 axes :

- Avec le Fonds Social Européen intitulé « femmes et emploi », nous suivons 90 femmes pour leur permettre de se redynamiser, reprendre confiance, comprendre l'impact des rôles sexués et à travers l'évolution de la femme et de leur parcours personnel construire un projet. Pour information sur l'ensemble des personnes qui viennent nous rencontrer
  - 58.5% sont en situation de précarité
  - 34.1% sont sans qualification
  - 36.6% perçoivent des Prestations Familiales
- Avec l'UTAS d'Evreux et le DRDFE et nous avons un accompagnement plus poussé pour lever les Freins sur une cohorte d'une dizaine de femmes loin de l'emploi « Envole Moi »
- Avec le CCAS de Val de Rueil, nous intervenons sur des cohortes de femmes par groupe de 15, afin de lever les freins sur le retour à l'emploi « Prefession'Elles en Action »

ANNEXE COMPTABLE (Suite et Fin)

• Avec Pôle emploi nous avons élaboré une convention sur l'accompagnement en suivi délégué de Femmes résidant dans les quartiers Politique de la Ville qui commencera en 2019.

L'effectif des salariés n'est pas resté stable avec 12 personnes en tout. Nous avons des mouvements de personnels, pour faire face à des arrêts maladies nous avons eu plusieurs remplacements tant par des intérimaires ou des contrats à durée déterminée. Sur l'ensemble de l'année nous avons eu en moyenne 7,9 ETP compte tenu des absences et des démissions mais avons réalisé tous nos engagements et plus.
D'autre part nous avons accueilli dans notre structure une stagiaire avocate, sous le parrainage de nos juristes

PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :
- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

Méthode générale

Les comptes annuels ont été établis et présentés selon la réglementation en vigueur, suivant le référentiel comptable ANC n°2014-03 et ses règlements modificatifs, ainsi que ses adaptations aux associations et fondations, conformément au règlement du CRC n°1999-01 du 16 Février 1999.
L'exercice comptable (s'étend du 1er janvier au 31 décembre 2017).
Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base : continuité de l'exploitation permanences des méthodes comptables, indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement de présentation de comptes annuels.

Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice.

Changement de méthode de présentation

En 2018 suite à l'intervention de différentes assistante-comptable, nous avons connus différents modes de comptabilisation, de ce fait en fin d'année, nous avons décidé d'externaliser notre comptabilité dans un cabinet d'expert-comptable, afin de nous consacrer à notre public, et garantir une remontée des informations financières en temps et en heure auprès de nos financeurs, en maintenant la plus grande transparence et sincérité possible, comme par les années passées.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

ACTIF

Tableau des immobilisations :

la valeur brute comptable correspond au coût d'acquisition de l'immobilisation

IMMOBILISATIONS		Augmentation	Diminution	net fin d'exercie
IMMOBILISATIONS CORPORELLES	**21 546,57**	**1 604,00**	**-**	**23 150,57**
AGENCEMENTS / AMENAGEMENTS	8 116,03		-	**8 116,03**
MATÉRIEL DE BUREAU & INFORMATIQUE	10 293,97	1 604,00		**11 897,97**
MOBILIER, MATÉRIEL	3 136,57		-	**3 136,57**
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES FINANCIERES	**1 220,00**	**-**		**1 220,00**
LICENCE	1 220,00			**1 220,00**
TOTAL	**22 766,57**	**1 604,00**	**-**	**24 370,57**

Tableau des amortissements

A ce jour l'ensemble des immobilisations ont été complètement amorties

Méthode d'amortissement

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Matériel de bureau	linéaire	3 ans
mobilier	linéaire	5 ans

A ce jour, nous avons un solde de 616 € qui correspond notamment à notre dépôt de caution de loyer

Créances

ETAT DES CREANCES		provision de dépréciation	net	Echéance à moins
	montant brut			-
Clients et comptes rattachés	45 424,71		45 424,71	45 424,71
Clients - Factures à établir	16 696,88		16 696,88	
Charges constatées d'avances	1 000,00		1 000,00	1 000,00
TOTAL	63 121,59	-	63 121,59	63 121,59

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN (Suite)

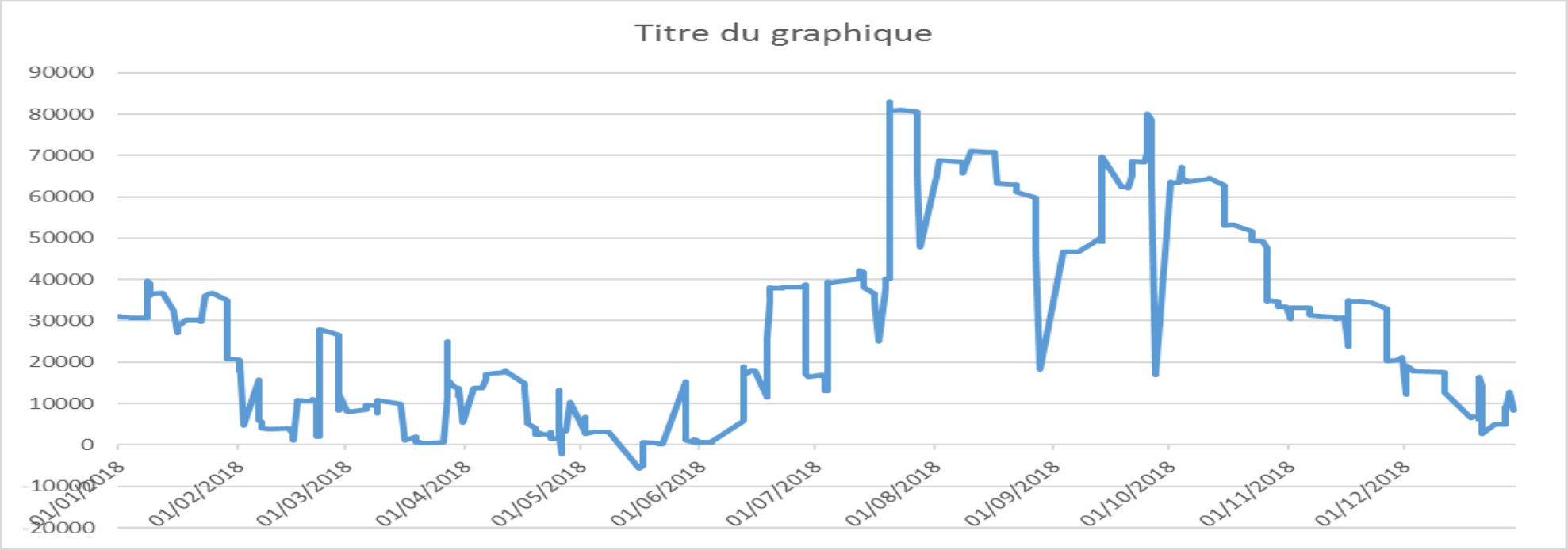
CLIENTS - FACTURES À ÉTABLIR	
AAS FACT 2018	8 985,00
CCAS VAL DE REUIL ELLES EN ACT...	3 239,96
AL2E ATELIERS PARENTS	2 731,92
EPIDE INTERVENTION VIOLENCES	850
GRETA INTERVENTION 2018	890
TOTAL	16 696,88

Détails des comptes clients et rattachés	
La cause des enfants	1 600,00
Charleval CS PJ	2 437
Interco Normandie Sud E	354
Clients Divers	1 250
CAF	6 150
FSE	14 064
Val-de-Reuil	200
Pont-Audemer PJ	3 995
Conseil départemental	15 375
total	45 425

Les disponibilités correspondent aux actifs les plus liquides.

DISPONIBILITES	
Livret Bleu	36 787
Livret Partenaire	89
Compte Chèque	8 317
TOTAL	45 194

SUIVI DE TRESORERIE



Notre suivi de trésorerie montre une régularité dans son fonctionnement durant les années, avec 2 zones plus délicates les mois de mai et de novembre comme les années précédentes. Le montant moyen de nos dépense mensuelles est de : 24 434.

Pour l'année 2019, nous souhaitons investir dans un projet autour de Pauvreté et de l'Inclusion. Notre objectif est de redonner un lien social et solidaire entre les générations. Nous allons lancer projet autour de 2 Villes afin de créer une dynamique d'inclusion des femmes isolées, monoparentales et éloignées de l'emploi .et de ce fait nous prévoyons un budget de 70 000 sur 3 ans, ainsi que dans l'achat de logiciel comptable, afin que celui-ci puisse nous permettre de dégager du temps, dans les différents reportings, la sécurisation de notre infrastructure informatique.

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

PASSIF

RUBRIQUES	Valeur début exercice	Augmentation	Diminution	Valeur à la clôture exercice
Reserves statut. ou contractuelles	18 197			18 197
Report à nouveau	123 231			123 231
Resultat de l'exercice (benefice)	7 351		81 754	- 74 403
TOTAL GENERAL	**148 779**			**67 025**

Le résultat de l'année est négatif, compte tenu des problèmes de ressources humaines, non prévisibles, qui ont perturbé la bonne marche de l'association et mais nous avons maintenus tous nos engagements.

Etat des dettes

ETAT DES DETTES		A moins d'un an
fournisseurs et comptes rattachés	8 369	8 369
Autres (factures non parvenues	36 064	36 064
TOTAL	44 433	44 433

Fournisseurs et comptes rattachés

Autres et Factures non parvenues	
Fournisseurs Divers	2 208
Free & Divers	391
Hexatel	154
Ligue enseignement	588
Fournis. factures non parvenues	5 029
TOTAL	**8 369**

INFORMATIONS RELATIVES AU BILAN

PASSIF (SUITE)

Fournisseurs et comptes rattachés

Autres et Factures non parvenues	
Fournisseurs Divers	2 208
Free & Divers	391
Hexatel	154
Ligue enseignement	588
Fournis. factures non parvenues	5 029
TOTAL	**8 369**

Fournisseurs divers	
DECATHLON TOUTE SPORT	148
ami sante 2017	94
INTERSPORT TOUTE SPORT	52
SOS INTERIM SI 14-17/12/2017	253
SOS INTERIM SI 18-22/12/2017	844
TOTAL	1 391

Dettes fiscales et sociales

DETTES SOCIALES	
Dettes provisio. pr congés à payer	10 399
personnel autres charges à payer	1 511
HARMONIE MUTUELLE	100
URSSAF + ASSEDIC	6 193
Caisses de retraites et prevoyance	7 261
formation professionnelle	3 720
Charges sociales sur congés payés	3 120
Organismes sociaux pdts à recevoir	3 759
TOTAL	36 064

INFORMATIONS RELATIVES AU RESULTAT

MÉTHODE D'ACQUISITION DU PRODUIT DE SUBVENTIONS

Le produit comptable lié aux subventions est acquis conformément aux conditions figurant dans les conventions signées avec le financeur. La convention référent R.S.A. Signée avec le Conseil général prévoit l'accueil d'un nombre minimal de bénéficiaires, ceux-ci sont adressés uniquement par le financeur. Dans la mesure où le CIDFF n'a aucune action possible sur le nombre de dossiers, la totalité du produit prévu dans la convention est comptabilisé.

Autres informations

Engagements hors-bilan

Le montant des droits acquis par les salariés pour indemnités de départ à la retraite à la date de clôture de l’exercice, pour les salariés embauchés en contrat à durée indéterminée n’a pas été chiffré au 31/12/2018. Compte tenu du faible nombre de personnes qui pourraient être concernées par le versement d’une indemnité de départ en retraite du fait d 'un turnover important pour les juristes l’engagement est considéré peu significatif."

Rémunération des trois plus hauts cadres dirigeants

En application de l’article 20 de la loi n°2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l’engagement éducatif, le montant des rémunérations et avantages en nature versés aux trois cadres dirigeants bénévoles ou salariés est nulle au titre de l’année 2018.

04 Election du Conseil d’Administration

05 Questions diverses

MERCI
POUR VOTRE
ATTENTION

PROJET TOUTESPORT